



**JEUDI 16 OCTOBRE 2014**

**CONTRE LA CASSE SOCIALE «ÇA SUFFIT» !**

**Tous en grève et manifestations**

**Oui ça suffit !** Le patronat, avec ses complices gouvernementaux d'hier et d'aujourd'hui font la chasse aux droits des salariés, des retraités, des chômeurs, de l'ensemble de la population. Par contre, ils entretiennent l'enrichissement et les privilèges d'une infime partie de possédants. Chacun peut s'en rendre compte.

Les «experts» qui nous assènent, à longueur de journée dans les médias, que le travail est un «coût» ne connaissent en rien les conditions de vie des salariés, le monde du travail, la réalité de la précarité, des petits salaires ou pensions.

Cette classe de dirigeants est inféodée à l'idéologie capitaliste qui considère le salaire, la Sécurité Sociale, les congés, le Code du Travail, comme un coût à réduire, rabaisser sans cesse.

**Sans notre travail, aucune valeur,  
aucune richesse n'est créée.**

C'est une réalité, les salariés doivent en être conscients et affirmer ensemble cette évidence pour refuser l'inacceptable programmé, le déclin des droits des citoyens.

Le pacte antisocial dit de «responsabilité» entraîne des milliers de personnes dans la spirale de la précarité. Ce n'est pas un mal nécessaire pour nous sortir de la crise comme le Premier Ministre nous le dit, ce sont des mesures d'austérité pour l'ensemble de la population. C'est une attaque contre notre modèle social, c'est un recul de société sans précédent. Sans exagérer, ils veulent nous ramener dans les conditions de vie et de travail du XIXème siècle :

Plus de droit pour les salariés, fini les prestations collectives pour pouvoir élever ses enfants ou encore survivre lorsqu'on recherche un emploi. Terminé les repos hebdomadaires en famille ou les vacances méritées, la durée légale du travail ou encore les RTT quand elles existent.

La Sécurité Sociale, combattue depuis sa création en 1945, est attaquée de toutes parts : par le patronat

qui, en refusant d'augmenter les salaires, en licenciant à tour de bras et en réclamant encore plus d'exonérations, provoquent la chute vertigineuse des recettes, et le gouvernement qui, par sa politique de réduction des politiques publiques, assèche le développement de l'accès aux soins, de l'hôpital public au profit des cliniques ou «hôpitaux privés».

Pour rappel, car il est nécessaire de démentir cette fausse information, le budget de la Sécurité Sociale n'est pas le budget de l'Etat. Le premier est financé par les cotisations sociales des salariés qui sont du salaire indirect, le deuxième est financé par l'impôt payé par les contribuables et les salariés dans l'entreprise.

A chaque fois qu'ils rognent sur les cotisations ou sur les prestations, qu'elles soient retraite, assurance maladie ou encore allocations familiales, ils nous font les poches.

**Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2015 (PLFSS)** sera soumis au Parlement dans quelques semaines.

**Sous quels auspices est-il placé ?**

Sous les auspices des politiques d'austérité, du libéralisme, de la poursuite et de l'amplification de choix et d'orientations qui livrent la santé, la retraite, la famille aux marchés et qui libèrent le patronat, le capital, du financement de la protection sociale, avec pour les salariés, de nouveaux reculs sociaux.

**Avec le plan de 50 milliards d'€uros dit «d'économie»**, pour masquer la politique de désinvestissement public et financer une baisse du coût du travail pour le patronat à hauteur de 40 milliards d'€uros via le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) et le pacte de responsabilité, c'est une réduction des moyens de la Sécurité Sociale de **21 milliards** sur 3 ans (2015-2016-2017).

Ainsi, le gouvernement entend ponctionner **10 milliards d'€uros** sur les moyens de l'assurance maladie, dont **5 milliards d'€uros** provenant de

restrictions imposées aux hôpitaux comme le propose la Fédération hospitalière de France, et amoindrir de **11 milliards d'€uros** les moyens des autres branches.

Pour demain, concrètement, ce sont de nouvelles baisses de prestations pour l'assuré social dans toutes les branches (maladie, vieillesse, famille), avec notamment :

- ✓ Des droits à la retraite et des pensions gelées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014, qui ne cesseront de se déliter encore davantage,
- ✓ Des besoins de santé qui passeront à la charge de l'assuré social qui aura de plus en plus de difficultés à accéder aux soins et qui y renoncera,
- ✓ Des réformes de prestations familiales, tels le congé parental et la prime à la naissance, pour les réduire d'au moins 800 millions d'€uros.

**Avec le PLFSS, la Sécurité Sociale est devant une nouvelle offensive** qui s'inscrit dans celles d'hier, des réformes successives des retraites qui aboutissent à une baisse des pensions et à un allongement de la durée d'activité, aux plans divers de déremboursement de prestations, en passant par la fiscalisation croissante du financement des prestations via CSG, CRDS et exonération de cotisations (30 milliards d'€uros par an).

**La Sécurité Sociale, depuis qu'elle existe, n'a jamais cessé d'être attaquée.**

**Seuls les salariés créent les richesses.**

***L'Union Départementale CGT a des propositions. Elles ne sont pas irréalistes :***

- La revalorisation immédiate du SMIC à 2.000 € bruts ; 1.500 € nets pour sortir de la précarité des millions de salariés.
- Le blocage des prix.
- L'instauration d'une réelle échelle mobile des salaires qui mettrait enfin la qualification au cœur de la reconnaissance des salariés.
- La prise en charge à 100 % des remboursements de toutes les dépenses de santé par la Sécurité Sociale.
- La possibilité d'un départ en retraite à 55 ans pour tous sans durée de cotisation.
- L'arrêt immédiat de toutes exonérations de cotisations qui ne servent qu'à licencier et fermer les entreprises.
- Des Services Publics de proximité de qualité basés sur les besoins des populations, au service des citoyens.
- Des pensions de retraite au minimum du SMIC de la CGT

**Discutons-en, c'est possible !**

**Eh oui, cette politique conjointe du patronat et du gouvernement nous entraîne dans la récession et dans l'austérité.**

**Ça suffit, mobilisons-nous !**

**LE 16 OCTOBRE 2014,  
toutes et tous en grève et manifestations à**

<b>BOURGES</b>	<b>10 h 30 Place Séraucourt</b>
<b>VIERZON</b>	<b>10 h 30 Forum République</b>
<b>ST-AMAND MONTROND</b>	<b>11 h 00 Sous Préfecture</b>
<b>ST FLORENT SUR CHER</b>	<b>10 h 30 Place de la République</b>
<b>LA GUERCHE SUR L'AUBOIS</b>	<b>10 h 30 Place du Gal de Gaulle</b>